

## Penser l'action directe des Black Blocs

Francis Dupuis-Deri

Politix, Année 2004, Volume 17, Numéro 68

p. 79 - 109

[Voir l'article en ligne](#)

Penser l'action directe des Black Blocs Francis Dupuis-Deri Les Black Blocs ont fait une entrée spectaculaire dans le mouvement altermondialiste lors de la « Bataille de Seattle » du 30 novembre 1999 en fracassant les vitrines de Mc Donald's, Nike, Gap et de succursales de banques. L'analyse proposée, qui s'inspire d'entretiens avec des militants, d'analyses de leur discours et d'observations de manifestations, a pour objectif d'identifier l'origine et la diffusion de la tactique du Black Bloc et de comprendre les raisons politiques qui poussent des militants à y avoir recours. Trois questions d'ordre politique seront soulevées : (1) qui doit décider des modalités d'actions au sein d'un groupe militant particulier (2) et au sein d'une manifestation en général et (3) qui doit décider des critères d'efficacité des actions d'un mouvement social et parler en son nom ? Pour y répondre, la notion de « respect de la diversité des tactiques » et les liens entre les Black Blocs et des organisations militantes « radicales » et « réformistes » mais aussi avec d'autres blocs (les Tute Bianche et les Pink blocs) sont discutés.

### Avertissement

L'éditeur du site « PERSEE » – le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation – détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation. A ce titre il est titulaire des droits d'auteur et du droit sui generis du producteur de bases de données sur ce site conformément à la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 relative aux bases de données.

Les oeuvres reproduites sur le site « PERSEE » sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

#### Droits et devoirs des utilisateurs

Pour un usage strictement privé, la simple reproduction du contenu de ce site est libre.

Pour un usage scientifique ou pédagogique, à des fins de recherches, d'enseignement ou de communication excluant toute exploitation commerciale, la reproduction et la communication au public du contenu de ce site sont autorisées, sous réserve que celles-ci servent d'illustration, ne soient pas substantielles et ne soient pas expressément limitées (plans ou photographies). La mention Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation sur chaque reproduction tirée du site est obligatoire ainsi que le nom de la revue et- lorsqu'ils sont indiqués - le nom de l'auteur et la référence du document reproduit.

Toute autre reproduction ou communication au public, intégrale ou substantielle du contenu de ce site, par quelque procédé que ce soit, de l'éditeur original de l'oeuvre, de l'auteur et de ses ayants droit.

La reproduction et l'exploitation des photographies et des plans, y compris à des fins commerciales, doivent être autorisés par l'éditeur du site, Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation (voir <http://www.sup.adc.education.fr/bib/>). La source et les crédits devront toujours être mentionnés.

# Penser l'action directe des Black Blocs\*

Francis DUPUIS-DERI

**U**ne part importante des activités du mouvement altermondialiste en Occident consiste à contester la légitimité de grands sommets des institutions internationales associées à la mondialisation du capitalisme, telles que l'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, le G8, l'Union européenne, etc. Diverses coalitions organisent à ces occasions des débats publics, des projections de films, des spectacles de musique, des carnavaux de rue, des manifestations et des actions de perturbation, l'ensemble pouvant courir sur plusieurs journées. C'est dans ce contexte que les Black Blocs ont fait une entrée spectaculaire dans le mouvement altermondialiste lors de la « Bataille de Seattle » du 30 novembre 1999 en fracassant les vitrines de McDonald's, Nike, Gap et de succursales de banques.

Le Black Bloc est une forme d'action collective très typée, qui consiste pour des individus masqués et vêtus de noir à former un cortège (un bloc noir) au sein d'une manifestation. Il n'y a pas *un* Black Bloc, mais *des* Black Blocs, chacun se formant à l'occasion d'une manifestation pour se dissoudre avec elle. La taille des Black Blocs varie de quelques dizaines à quelques milliers d'individus. Dans certains cas, plusieurs Black Blocs sont actifs en simultané

---

\* Ce texte – qui approfondit et complexifie certaines pistes explorées dans « Black Blocs. Bas les masques », *Mouvements*, 25, 2003 – a été rédigé alors que l'auteur était chercheur affilié au département de science politique du Massachusetts Institute of Technology à Boston et boursier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. L'auteur tient à remercier J. Clark, O. Fillieule et les évaluateurs anonymes de la revue *Politix* pour leurs commentaires et leurs critiques portant sur une version préliminaire de ce texte.

au sein d'un même événement contestataire, comme lors des manifestations contre le Sommet des Amériques à Québec, en avril 2001. L'objectif premier d'un Black Bloc est d'indiquer la présence dans la manifestation d'une critique radicale du système économique et politique. Pour préciser ce message, les Black Blocs comptent généralement leur lot de drapeaux anarchistes (noirs ou rouges et noirs) et de banderoles frappées de slogans anticapitalistes et/ou antiautoritaires. Les Black Blocs ont parfois recours à la force pour exprimer leur critique radicale, ce qui en fait l'objet de vives polémiques. Les politiciens, les policiers, des porte-parole des principales organisations « réformistes » du mouvement social et même des journalistes et des universitaires<sup>1</sup> s'entendent pour condamner ces manifestants qui ont recours à la force. Une voie manque pourtant à ce chœur de critiques, celle des participant-e-s aux Black Blocs et de leurs alliés.

Sans prétendre épuiser le sujet, la discussion proposée ici considère les Black Blocs comme un phénomène et un acteur politiques, et elle explore l'hypothèse d'un lien fort entre l'action collective de type Black Bloc et la volonté d'un ensemble de manifestant-e-s et de militant-e-s altermondialistes de vivre « autrement » leur participation politique. Ainsi conçu, le phénomène Black Bloc apparaît comme un épiphénomène d'un vaste mouvement antiautoritaire – consciemment ou non « anarchiste » – qui participe d'une tradition occidentale aux côtés des sans-culottes et des enrégés de la Révolution française, des socialistes utopistes du début du XIX<sup>e</sup> siècle, des nihilistes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des soviets, des conseils ouvriers et des anarchistes du début du XX<sup>e</sup> siècle, des étudiant-e-s de mai 68 et de ce que les sociologues ont nommé les « Nouveaux mouvements sociaux » (féministes, écologistes, jeunes, homosexuel-le-s) qui ont voulu rompre dans les années 1960-1970 avec le militantisme partisan ou syndical et s'organiser sur un mode horizontal, égalitaire et consensuel<sup>2</sup>. Cette mouvance hétéroclite propose une radicalisation de l'expérience démocratique privilégiant un processus de prise de décision délibératif décentralisé, égalitaire et participatif et rejetant toute référence au mythe de la représentation politique (de la « nation », du « prolétariat », de la « société civile » ou d'un mouvement social). Ce courant antiautoritaire méprise toute forme d'autorité, de hiérarchie et de pouvoir, même celles qui trouvent à proliférer dans les mouvements sociaux en principe égalitaires comme le mouvement altermondialiste. Le consensus est un objectif politique et moral,

---

1. Montes (J.), « Mouvements antimondialisation. La crise de la démocratie représentative », *Etudes internationales*, XXXIII (4), 2001.

2. Cf. le chapitre 6 – « Social Movements and Organizational Form » – in Della Porta (D.), Diani (M.), *Social Movement. An Introduction*, Oxford, Blackwell publishers, 1999, ainsi que Polletta (F.), *Freedom Is an Endless Meeting*, Columbia University Press, 2003 ; Pleyers (G.), « Des Black Blocs aux alter-activistes. Pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes », *Lien social et politique*, 51, 2004, p. 127 et Jordan (T.), *S'engager ! Les nouveaux militants, activistes, agitateurs...*, Paris, Autrement, 2003.

car il respecte l'autonomie et la volonté de chacun, contrairement au règne de la majorité qui s'impose directement ou par la voix de « représentant-e-s » et qui prétend au final exprimer la volonté générale aux dépens de la minorité silencieuse. Cette primauté du consensus, qui va de pair avec la liberté d'association et la décentralisation, implique la possibilité réelle que les associations militantes librement consenties puissent se dissoudre et se reformer, se fédérer ou s'autonomiser<sup>3</sup>.

Pour appréhender le phénomène des Black Blocs sous cet angle politique, la discussion cherchera dans un premier temps à le resituer dans son contexte historique d'émergence, et à identifier les canaux de sa diffusion à travers le temps et l'espace, qui relèvent déjà de cette logique antiautoritaire. L'utilisation occasionnelle de la force sera ensuite pensée dans le cadre normatif de l'éthique de la délibération, et l'analyse portera principalement sur la légitimité des processus de prise de décision. Il est important de préciser que ce n'est pas parce qu'ils sont « anarchistes » que les participant-e-s aux Black Blocs ont recours à la force. En effet, toutes les idéologies politiques et religieuses ont su justifier au moment opportun la violence souvent meurtrière de *leurs* partisan-e-s et plusieurs anarchistes sont des adeptes *dogmatiques* de la non-violence, c'est-à-dire qu'ils considèrent que la violence aussi minime soit-elle est *toujours* illégitime<sup>4</sup>. En référence à des événements concrets (principalement les manifestations contre l'OMC à Seattle [1999], contre le Sommet des Amériques à Québec [2001] et contre le Sommet du G8 à Annemasse et Genève [2003]), il sera possible de mieux comprendre les raisons politiques et organisationnelles qui poussent les uns à parfois recourir à la force et les autres à condamner publiquement cette forme d'action collective et souhaiter son éradication. Trois questions d'ordre politique seront soulevées : qui doit décider des modalités d'actions au sein d'un groupe militant particulier ? qui doit décider des modalités d'action au sein d'une manifestation en général ? qui doit décider des critères d'efficacité des actions d'un mouvement social et parler en son nom ?

Cette discussion s'inspire de plus d'une cinquantaine d'entrevues avec des anarchistes, dont plus d'une dizaine ayant eu recours à la force lors de manifestations (principalement en Amérique du Nord et quelques-uns en

---

3. Colson (D.), « La force radicale de l'anarchie », *Réfractations*, 12, 2004, p. 101-103 et p. 108-110.

4. Beaucoup de textes ont été publiés sur le thème de l'anarchisme et de la violence. On lira avec intérêt Carter (A.), « Anarchism and violence », *Nomos. Anarchism*, 19, 1978, p. 324-325 ; le chapitre « Is anarchism violence ? », in Berkman (A.), *What Is communist Anarchism?*, New York, Dover Publications, 1972 ; le chapitre 40, « Ends and Means », in Marshall (P.), *Demanding the Impossible. A History of Anarchism*, Londres, Fontana Press, 1993 ; et le dossier « Violence, contre-violence, non violence anarchistes » de la revue *Réfractations*, 5, 2000. Pour un exemple historique fascinant d'un débat au sein d'un mouvement social antiautoritaire non-violent au sujet de l'utilisation d'une pince pour découper une clôture entourant le site d'une centrale nucléaire, cf. Epstein (B.), *Political Protest & cultural Revolution. Nonviolent Direct Action in the 1970s and 1980s*, Berkeley, University of California Press, 1991.

France), d'observation participante dans de nombreuses manifestations comprenant un ou des Black Blocs<sup>5</sup> et dans des assemblées militantes<sup>6</sup>, et d'une analyse des textes par et sur les Black Blocs<sup>7</sup>. Ma connaissance des manifestations en Europe doit aussi beaucoup à l'excellent mémoire de Clément Barette sur la pratique de la violence politique lors des contre-sommets<sup>8</sup>. Si C. Barette fait référence aux Black Blocs pour désigner l'ensemble de ceux et celles qui participent aux « émeutes politiques », ma définition est plus restrictive et n'englobe que les manifestants masqués et vêtus de noir. Cela dit, j'admets avec C. Barette que ceux et celles formant les cortèges noirs ne constituent très généralement qu'une minorité des « casseurs » dans les manifestations. Mais ce sont les plus visibles. J'insiste encore avec C. Barette sur la nécessité d'éviter toute généralisation au sujet des Black Blocs. L'émeute politique en général et les cortèges des Black Blocs en particulier sont des lieux habités par une multitude hétéroclite. Les objectifs des participant-e-s, ainsi que leurs histoires politiques, leurs expériences militantes et leurs identités socioprofessionnelles, culturelles et de genre, peuvent connaître des variations très importantes d'une manifestation à l'autre. J'en propose ici une lecture qui n'a la prétention ni d'offrir toutes les réponses, ni de clore le débat.

### Origine, diffusion, adaptation

C'est la police de Berlin-Ouest qui a inventé l'expression « Black Bloc » (en allemand *Schwarze Block*) pour désigner des squatters qui étaient descendus dans la rue en décembre 1980 vêtus de noir et équipés de casques, de boucliers et de divers bâtons et projectiles, pour défendre leur lieu d'habitation. Les Black Blocs ont donc une histoire politique spécifique, enracinée directement dans le mouvement Autonome (en allemand *Autonomen*) de l'Allemagne de l'Ouest des années 1980. Ce mouvement était lui-même un prolongement du mouvement italien *Autonomia* des années 1960-1970, auquel participait la frange des mouvements ouvriers et de la jeunesse se situant à l'extrême gauche, tout en étant critique du Parti

---

5. Contre des délégués élus du Front national français (Montréal, septembre 1993), contre le Sommet des Amériques à Québec (avril 2001), contre le FMI et la BM (Ottawa, novembre 2001), contre le Forum économique mondial (New York, janvier 2002), contre le G8 (Calgary, juillet 2002), contre le G8 à Annemasse (juin 2003), contre l'Organisation mondiale du commerce (Montréal, juillet 2003).

6. Principalement de la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) de Montréal, de 2001 à 2002, et du comité de Paris du Village alternatif anticapitaliste et antiguerre (VAAAG) de Paris, de mars à juin 2003, et au VAAAG.

7. Plusieurs de ces textes sont repris dans Dupuis-Déri (F.), dir., *Les Black Blocs*, Montréal, Lux, 2003 et dans David (M.), ed., *The Black Blocs Papers*, Baltimore, Black Cover Press, 2002.

8. Barette (C.), *La pratique de la violence politique par l'émeute. Le cas de la violence exercée lors des contre-sommets*, Mémoire de DEA, sociologie politique, Université Paris I, 2002.

communiste officiel. Les *Autonomen* s'inspiraient de diverses tendances idéologiques (marxisme, féminisme radical, écologisme, anarchisme), quoique l'autonomie idéologique était revendiquée comme une garantie de liberté. En Allemagne de l'Ouest, les *Autonomen* s'organisaient de façon égalitaire et libertaire et prônaient l'autonomie individuelle (la politique se fait en son nom propre, et non par représentation), de genre (collectifs féministes non mixtes), décisionnelle (groupes militants sans autorité ni hiérarchie) et politique (aucun lien avec les institutions officielles, que ce soit l'Etat, les partis ou les syndicats). Ces *Autonomen* cherchaient à expérimenter « ici et maintenant » une politique égalitaire et participative, sans chef ni représentant, et dans laquelle l'autonomie individuelle et l'autonomie de la collectivité étaient complémentaires et d'égale importance.

En termes de pratiques et d'actions collectives, les *Autonomen* ont ouvert des squats par centaines et ils se sont engagés dans diverses campagnes contre le nucléaire, contre la guerre et contre le racisme. Ils ont opté à plusieurs reprises pour la confrontation de rue contre des groupes néofascistes racistes et contre les policiers qui protégeaient des centrales nucléaires ou qui venaient vider leurs squats. C'est dans ce contexte d'affrontements que la tactique du Black Bloc a été développée puis reprise régulièrement dans les manifestations en Europe centrale. Un Black Bloc est ainsi entré en action dans une manifestation qui préfigurait celles du mouvement altermondialiste, à l'occasion d'une réunion de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international en 1988 à Berlin-Ouest<sup>9</sup>.

Comment la tactique du Black Bloc se transporta-t-elle du Berlin Ouest des années 1980 à Seattle en 1999 ? Les sociologues Charles Tilly, Doug McAdam et Dieter Rucht<sup>10</sup> ont montré qu'il existe selon les lieux et les époques des répertoires d'actions collectives connus et jugés efficaces et légitimes pour défendre et promouvoir une cause. Ces répertoires se transforment et se diffusent dans le temps et l'espace au gré des expériences militantes et des changements dans le champ politique. La tactique du Black Bloc s'est diffusée principalement à travers le réseau de la contre-culture punk et d'extrême ou d'ultra-gauche, grâce à des fanzines, à des groupes de musique

---

9. Cette histoire de l'origine des Black Blocs s'inspire largement de Katsiaficas (G.), *The Subversion of Politics: European Autonomous Social Movements and the Decolonization of Everyday Life*, New Jersey, Humanities Press International Inc., 1997 ; Katsiaficas (G.), « The necessity of Autonomy », *New Political Science*, 23 (4), 2001 ; des documents visuels dans Grauwascke (A. G.), *Autonome in Bewegung : Aus Den Ersten 23 Jahren*, Berlin, Assoziation A et d'un entretien réalisé à Montréal, le 26 novembre 2003, avec un homme de 42 ans d'Amsterdam ayant participé à des Black Blocs pendant les années 1980, dans le mouvement des squats en Allemagne et en Hollande.

10. Tilly (C.), « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle*, 4, 1984 ; McAdam (D.), Rucht (D.), « The Cross-National Diffusion of Movement Ideas », *Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, 528, 1993.

en tournée et à des contacts personnels de militants voyageurs. En Amérique du Nord, la tactique du Black Bloc semble avoir été utilisée pour la première fois en janvier 1991, à Washington, DC, lors d'une manifestation dénonçant la (première) guerre contre l'Irak. Le bâtiment de la Banque mondiale a été pris pour cible et des vitres ont volé en éclats. Des journaux anarchistes comme *Love & Rage* ont ensuite facilité la diffusion de la tactique du Black Bloc à travers le réseau anarchiste américain<sup>11</sup>. Elle a aussi été adoptée par les activistes du mouvement antiautoritaire et antiraciste *Anti-Racist Action* (ARA) aux Etats-Unis et au Canada, qui privilégient la confrontation directe contre les néonazis et les suprématistes « blancs ». Des membres de la section torontoise d'ARA se sont ainsi rendus à Montréal le 22 septembre 1993 pour y former un petit Black Bloc lors d'une manifestation contre une conférence – finalement annulée suite à cette mobilisation – que devaient prononcer deux maires du Front national français. Avec la popularisation du nom, des manifestant-e-s auront parfois tendance à désigner comme « Black Bloc » n'importe quel cortège anarchiste au sein d'une manifestation.

Lors de la Bataille de Seattle, la plupart des manifestant-e-s ayant eu recours à la force ne participaient pas au Black Bloc, mais ce dernier a tout particulièrement attiré l'attention des médias officiels publics ou privés qui ont, du coup, contribué à la popularité et la diffusion de cette tactique. Ceux et celles qui ont décidé d'adopter la tactique du Black Bloc après Seattle avaient souvent d'abord vu des images de ce type d'action collective dans les médias officiels. Leurs caméras cherchent d'ailleurs avidement depuis Seattle à croquer des images spectaculaires des membres des Black Blocs lors des manifestations altermondialistes. Je peux ici témoigner de cette fascination des médias officiels pour les Black Blocs, ayant été analyste-commentateur pour la chaîne de télévision publique Radio-Canada à l'occasion de plusieurs manifestations du mouvement altermondialiste. Lors de réunions de planification, réalisateurs, chercheurs et journalistes me demandaient de prévoir où surviendrait la « casse », pour disposer en conséquence et à l'avance les caméras aux endroits stratégiques. Lorsque des manifestations se déroulaient sans « casse », l'équipe parlait de « *no event* » médiatique (un « non-événement »). Ce sont toutefois les médias alternatifs, en particulier le réseau électronique indépendant Indymedia<sup>12</sup>, qui ont permis aux militant-e-s de mieux connaître le mode d'organisation et de fonctionnement des Black Blocs et de s'informer des débats tactiques et stratégiques au sujet de cette forme d'action.

---

11. Ickibob, « On the Black Bloc », *Love & Rage*, juillet-août, 1992, repris dans San Filippo (R.), *A New World in Our Heart. Eight Years of Writings From the Love and Rage Revolutionnary Anarchist Federation*, Oakland (CA), AKPress, 2003, p. 39-40.

12. Le premier centre Indymédia est d'ailleurs fondé à l'occasion de la Bataille de Seattle. Kidd (D.), « Indymedia.org. A new communications commons », McCaughey (M.), Ayers (M. D.), eds, *Cyberactivism. Online Activism in Theory and Practice*, New York-Londres, Routledge, 2003.

Suite à la Bataille de Seattle, on retrouve rapidement des Black Blocs un peu partout en Amérique du Nord, en Europe, au Mexique, en Turquie et au Brésil. La tactique du Black Bloc semble prendre un sens particulier selon le contexte culturel local. Elle entre par exemple en résonance au Québec avec l'imaginaire esthétique et politique du mouvement punk, ainsi que les chansons de groupes de musique comme Bérurier noir ou des films comme *La Haine*<sup>13</sup>. Au Mexique, le Black Bloc est d'autant plus séduisant pour les membres de la scène anarcho-punk que son esthétique rejoint à la fois celle de la culture punk et celle des rebelles zapatistes cagoulés<sup>14</sup>. Malgré ces distinctions locales, et sans prétendre qu'ils sont homogènes et tous similaires, les Black Blocs sont souvent composés en majorité de jeunes (mais certains participants ont plus de 50 ans) et d'hommes (plusieurs Black Blocs ne comptent que 5 % à 10 % de femmes). Le sociologue Geoffrey Pleyers distingue au sein des participant-e-s aux Black Blocs les jeunes peu politisés en quête de sensations fortes des militant-e-s hautement politisés<sup>15</sup>. En raison de son articulation directe avec des manifestations de rue, principalement lors de vastes mobilisations qui facilitent le recours à cette tactique, un individu ne pourra espérer participer de façon réaliste qu'à un nombre limité de Black Blocs, à moins d'être disposé et d'avoir la possibilité de se déplacer de ville en ville, voire de pays en pays, au gré des mobilisations. Si la participation à un Black Bloc et à une émeute politique est très marquante, le militant sera éventuellement déçu par la suite des manifestations sans Black Bloc. Comme tant d'acteurs politiques, des participants aux Black Blocs ont recours à une rhétorique politique et morale creuse pour justifier ce que leur procure leur violence : une joie fébrile, un sentiment de puissance plutôt machiste ou encore une certitude de pureté et de radicalité politiques<sup>16</sup>. Au sein même des Black Blocs, des voix critiques s'élèvent contre ceux et celles qui considèrent que le recours à la force lors de manifestations est synonyme de grandeur politique et morale. Une participante à plusieurs Black Blocs dira ainsi en entrevue qu'« il y a un prestige à être sur la ligne de front, à participer à la confrontation, à briser des vitres. Je trouve ça dommage, parce qu'il y a plein d'autres gens qui font plein d'autres choses qui ont autant d'importance » [BB3 (les personnes interviewées sont anonymes, mais des informations à leur sujet sont

---

13. Presque toutes les personnes qui ont eu recours à la force lors de manifestations et que j'ai interviewées ont identifié le groupe de musique Bérurier noir et le film de M. Kassovitz, *La Haine*, comme référents culturels importants.

14. O'Connor (A.), « Punk Subculture in Mexico and the Anti-Globalization Movement. A Report from the Front », *New Political Science*, 25 (1), 2003.

15. Pleyers (G.), « Des black blocks aux alter-activistes... », art. cité, p. 125-126.

16. À l'inverse, l'option de la non-violence souvent perçue comme plus « rationnelle » et moralement supérieure peut, elle aussi, être déterminée par des émotions comme la peur de la turbulence ou de la police, une préférence esthétique pour l'ordre, une tendance psychologique à l'obéissance (à la police, la loi, etc.), un désir de conformité envers des modèles non violents, etc.



disponibles en annexe)]. D'autres critiques déplorent que la manifestation en général et le recours à la force en particulier soient perçus par certains comme une fin en soi. Un participant à des Black Blocs au Québec précise qu'il ne faut pas penser que « la manif est un truc politique suprême, ni que la casse signifie nécessairement être radical » [BB2], propos auxquels font écho ceux d'un autre participant à des Black Blocs : « S'il y a un pacifisme dogmatique qui me désole, il y a aussi une violence dogmatique qui considère que la violence est le seul et unique moyen de mener la lutte<sup>17</sup>. » [BB1] Toutefois, parmi mes interviewé-e-s, la majorité militait sur une base régulière dans diverses organisations communautaires ou politiques (contre les néonazis, contre le racisme, contre la brutalité policière), et précisait que les membres des Black Blocs auxquels ils avaient participé étaient dans la majorité eux aussi des militant-e-s d'expérience. Plusieurs de mes interviewé-e-s avaient par ailleurs étudié ou étudiaient en sciences sociales et avaient consacré certains de leurs travaux de recherche au thème de l'utilisation de la force en politique et dans les manifestations. Il convient de répéter toutefois qu'il n'y a pas un profil homogène de participant qui se cache sous la cagoule noire : on peut par exemple écouter la musique de Bérurier noir et étudier en sociologie sans participer à des Black Blocs et participer à des Black Blocs sans aimer la musique punk ni l'université...

### Qui décide au sein des groupes militants ?

Environ vingt ans après son apparition en Allemagne de l'Ouest, la tactique du Black Bloc est maintenant reprise et adaptée en fonction du contexte et de l'expérience politiques de la fin des années 1990, influencée par l'histoire militante de la génération précédente. Si quiconque masqué de noir peut se présenter à une manifestation et se joindre au cortège noir, un Black Bloc est en principe une convergence de plusieurs « groupes d'affinité<sup>18</sup> », un mode d'organisation spécifique originaire du mouvement anarchiste espagnol de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et repris en Amérique du Nord dans les années 1970 par la frange radicale mais non violente du mouvement pacifiste et antinucléaire, puis dans les années 1980 par des organisations écologistes, féministes et antisida (plus particulièrement l'organisation Act Up !) et enfin par le mouvement altermondialiste en Occident à partir du milieu des années 1990. Le groupe d'affinité est une unité créée par une demi-douzaine à quelques dizaines d'amilitants et d'amilitantes qui se font confiance et partagent une même sensibilité à l'égard des types d'action qu'ils entendent

17. Cf. aussi Barette (C.), *La pratique de la violence politique par l'émeute*, op. cit., p. 105.

18. Pour une discussion détaillée au sujet des groupes d'affinité et de l'anarchisme, cf. Dupuis-Déri (F.), « L'héritage anarchiste », in Agrikoliatsky (E.), Fillieule (O.), Mayer (N.), dir., *L'altermondialisme en France. Genèse et dynamique d'un mouvement social*, Paris, Flammarion, à paraître en 2005.

mener. Le concept d'*amilitant* est proposé ici pour évoquer en simultané l'importance du lien amical et la négation du militant traditionnel (le préfixe « a » pouvant signifier une négation) dont l'action et l'identité étaient déterminées en grande partie par un patriotisme organisationnel. Les militant-e-s antiautoritaires d'aujourd'hui, dont plusieurs participants aux groupes d'affinité et aux Black Blocs, ignorent le militantisme traditionnel qui accordait une très grande importance à la loyauté envers l'organisation – le parti, le syndicat, etc. – et favorisait une structuration autoritaire et hiérarchisée de la participation et de l'expérience politique.

Plusieurs Black Blocs ne se sont pas dotés d'une organisation interne permettant une prise de décision collective et une action coordonnée : composés d'individus amalgamés spontanément, ces Black Blocs se sont laissés portés par cette spontanéité, ce qui a pu être source de flottement et d'hésitation, de vulnérabilité tactique et de déception pour les manifestant-e-s<sup>19</sup>. Mais en s'organisant par groupes d'affinité, la multitude manifestante se donne consciemment la possibilité de coordonner son action politique dans le respect des principes de liberté et d'égalité. La taille réduite des groupes d'affinité permet en effet aux amilitant-e-s de décider collectivement du cours de leurs actions par voie de délibération consensuelle. Dans les faits, le fonctionnement par groupes d'affinité n'empêche pas l'apparition de jeux de pouvoir informel déterminés par le charisme, l'expérience et les compétences des individus, ainsi que leur capital symbolique, économique et culturel. Cependant, contrairement à ce qui se passe dans les organisations hiérarchisées, l'individu qui évolue dans un groupe d'affinité ou un Black Bloc ne peut utiliser son pouvoir informel pour s'emparer d'un poste officiel d'autorité qui lui permettrait ensuite de doubler son pouvoir informel d'un pouvoir formel et d'imposer officiellement sa volonté à ses « subordonnés ». La nature éphémère d'un Black Bloc limite aussi la possibilité pour un individu influent de stabiliser et d'enraciner son pouvoir dans l'organisation collective. Certains groupes d'affinité ont de plus recours à des procédures spécifiques pour réduire les inégalités de pouvoir informel : la parole peut être accordée en priorité aux personnes qui demandent à prendre la parole pour la première fois et/ou en alternance aux hommes et aux femmes, etc<sup>20</sup>.

---

19. Cf. Ickibob, « On the Black Bloc », art. cité, p. 39-40.

20. L'impossibilité d'empêcher l'apparition de pouvoirs informels est sans doute la critique la plus commune à l'égard de l'anarchisme. Les anarchistes et autres antiautoritaires – dont les féministes radicales des années 1970 jusqu'à aujourd'hui – ont toutefois réfléchi au problème et proposé des solutions diverses. Portant sur les problèmes de pouvoir informel, cf., entre autres, Freeman (J.), « The Tyranny of Structurelessness », Dark Star, eds, *Quiet Rumors. An Anarcha-Feminist Reader*, San Francisco, Dark Star/AK Press, 2002. Plus spécifiquement, sur l'avantage général des hommes face aux femmes dans les délibérations, cf. Eliasoph (N.) « Politeness, Power, and Women's Language. Rethinking Study in Language and Gender », *Berkeley Journal of Sociology*, vol. 32, 1987. Pour une réflexion récente sur l'autorité dans les groupes anarchistes,

La primauté du lien amical au sein des groupes d'affinité favorise aussi une division volontaire du travail militant au sein d'un Black Bloc. Selon les situations et la sensibilité de chacun, des participant-e-s pourront opter pour des actions offensives (s'équipant de bâtons, frondes, boules de billard, voire de cocktails Molotov), d'autres se spécialiseront dans les actions défensives (munis de boucliers, plastrons, gants, jambières, casques, masques à gaz, etc.), effectueront des opérations de reconnaissance et de communication (à pied ou à vélo et munis de walkies-talkies ou de téléphones cellulaires), constitueront un corps d'infirmiers volontaires (les « medics ») pour soulager les victimes du gaz lacrymogène et du poivre de Cayenne, et pour administrer les premiers soins aux blessés, d'autres encore pourront se donner comme tâche de porter une banderole et des drapeaux ou d'entretenir le moral des troupes en jouant de la musique à l'aide de percussions. Plusieurs enfin joignent le Black Bloc simplement vêtus et masqués de noir, sans équipement spécifique ni tâche particulière, mais prêts à improviser selon le déroulement de la manifestation. Ceux et celles qui ne désirent pas intervenir dans la rue pourront former des groupes d'affinité d'appui légal, actifs en cas d'arrestations, ou prendre la responsabilité du transport, de l'hébergement, de l'approvisionnement en eau et nourriture, des contacts avec les médias, etc.

Les participant-e-s à un Black Bloc décident ensemble de l'orientation de celui-ci. Divers groupes d'affinité voulant former un Black Bloc peuvent ainsi se rencontrer pour planifier et coordonner leurs actions quelques heures, quelques jours ou quelques semaines avant une manifestation. Le fonctionnement par groupes d'affinité ou la taille réduite de certains Black Blocs permettent aussi aux militant-e-s de tenir des assemblées délibérantes tout juste avant la manifestation (cela s'est vu à Calgary, lors des manifestations contre le Sommet du G8 à Kananaskis, en juin 2002) ou au cœur même d'une manifestation (lors de manifestations contre le Sommet du G8 à Evian, en juin 2003). Comme chaque Black Bloc est autonome, les actions des Black Blocs sont variées et ils n'ont pas tous recours à la force lors des manifestations auxquelles ils participent. A Washington, DC, en avril 2000, lors de manifestations contre le FMI et la BM, le Black Bloc a concentré ses énergies sur la protection des manifestant-e-s non violents des attaques de la police. A Québec, en avril 2001, plusieurs petits Black Blocs s'en sont pris au périmètre de sécurité et aux policiers qui le protégeaient. A Gênes, en juillet 2001, lors d'un sommet du G8, les Black Blocs et leurs alliés ont principalement frappé des cibles symbolisant le capitalisme et l'État,

---

cf. Coutant (P.), « L'autorité dans les groupes militants, les groupes libertaires ? », *Les temps maudits*, 12, 2001. Des solutions pour réduire l'inégalité des pouvoirs informels y sont proposées, ainsi que dans Baba (M.), *Guérilla kit. Ruses et techniques des nouvelles luttes anticapitalistes*, Paris, La Découverte, p. 151-161 et dans Herngren (P.), *Path of Resistance. The Practice of Civil Disobedience*, Philadelphie, New Society Publishers, 1993.

dont une prison, plutôt que de s'approcher du périmètre de sécurité. Ils ont aussi riposté quand les policiers les attaquaient. Mais lors d'une manifestation de solidarité envers les immigrant-e-s et les réfugié-e-s – les « sans-papiers » – qui s'est déroulée une journée avant les affrontements, soit le 19 juillet 2001, tout était resté calme malgré la présence de centaines de personnes masquées en queue de cortège. Comme un manifestant l'explique, les membres des Black Blocs adaptent leurs actions au contexte tactique et politique. Ils savaient qu'à cette occasion, un affrontement avec les policiers était trop dangereux pour les sans-papiers : « Tu peux te permettre de passer une nuit au commissariat, pas eux<sup>21</sup>. » La manifestation du 21 novembre 2002 contre le sommet de l'OTAN à Prague offre un autre exemple de la flexibilité tactique et politique des participant-e-s aux Black Blocs. Alors qu'environ trois mille anarchocommunistes défilaient dans une ville très militarisée, une voiture de police s'est infiltrée dans la manifestation, faisant monter la tension d'un cran. Flairant la provocation et jugeant que le rapport de force rendait très risqué tout recours à la force, les participant-e-s au Black Bloc ont manœuvré pour protéger le véhicule, évitant ainsi qu'il ne soit attaqué, ce qui aurait pu justifier une répression brutale. Les participant-e-s à un Black Bloc adoptent donc leurs actions au contexte et à la sensibilité, la logique et l'expérience politiques de chacun. En échos aux *Autonomen* de la génération précédente et en filiation avec la tradition anarchiste, les membres des Black Blocs et leurs alliés considèrent que ceux et celles qui agissent politiquement doivent définir collectivement les modalités de leurs actions pour qu'ils puissent être dits égaux et libres. La décision d'avoir ou non recours à la force lors d'une manifestation ne doit pas faire exception à cette règle de l'autonomie.

### *Respect de la diversité des tactiques*

La question de la frontière politique surgit lorsqu'il convient de déterminer les limites de cette collectivité délibérative et autonome. Un groupe de quelques dizaines d'amilitant-e-s, par exemple, peut-il légitimement décider d'avoir recours à la force lorsqu'il participe à une manifestation comptant des milliers de manifestants non violents, au risque de transformer ces derniers – sans leur consentement – en cible de la violence policière ? Pour tenter de résoudre cette problématique politique, la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) de Montréal a proposé le principe de « respect de la diversité des tactiques », qui évoque une valorisation de l'autonomie politique tout en soulignant la légitimité de l'hétérogénéité des formes de contestation au sein d'un même mouvement.

---

21. Barette (C.), *La pratique de la violence politique par l'émeute...*, op. cit., p. 103 et 105.

La CLAC a été fondée en avril 2000 pour organiser des manifestations « radicales » conjointement avec le Comité d'accueil du Sommet des Amériques (CASA) de la ville de Québec<sup>22</sup>. Les membres de la CLAC ne planifient pas nécessairement d'actions spécifiques, sinon la manifestation elle-même, mais le respect d'une diversité des tactiques – doublé de l'absence voulue de tout service d'ordre – signifie que ceux et celles qui participent à leurs manifestations peuvent en principe mener des actions s'inscrivant dans un spectre très large, allant du théâtre de rue aux frappes contre des cibles symboliques (le périmètre de sécurité lors du Sommet des Amériques à Québec, des McDonald's, des banques, des véhicules de médias commerciaux ou d'Etat, etc.) et à l'affrontement avec les policiers. La CLAC a aussi articulé le respect de la diversité des tactiques dans l'espace, identifiant lors de vastes mobilisations trois zones : « verte », « jaune » et « rouge ». La première est un sanctuaire où les manifestant-e-s ne risquent pas de se faire arrêter, la seconde un espace où il y a des risques mineurs d'arrestation et la troisième est destinée aux groupes d'affinité et aux individus privilégiant des tactiques plus musclées. Ce découpage doit permettre en principe à des individus ou des groupes ne voulant pas participer à des affrontements ou risquer l'arrestation de s'associer explicitement à une organisation idéologiquement radicale comme la CLAC (à noter que les policiers ne respectent pas nécessairement ce découpage, arrêtant par exemple 240 personnes rassemblées dans la zone verte lors des manifestations contre l'OMC à Montréal, en juillet 2003).

La diversité des tactiques s'est incarnée dans la rue bien avant la création de CLAC, mais c'est cette organisation qui est parvenue à formuler explicitement ce principe en s'inspirant de l'expérience militante internationale montréalaise et du contexte politique de l'an 2000. Les membres de la CLAC ont suivi avec attention les manifestations contre l'OMC à Seattle en novembre 1999 et contre le FMI et la BM à Washington, DC en avril 2000 et à Prague en septembre 2000. Dans chaque cas, ces villes avaient été la scène de manifestations fracturées selon les choix tactiques et les objectifs des divers manifestant-e-s. De grandes organisations sociaux-démocrates (syndicats, confédérations paysannes, fédérations de groupes féministes, partis politiques de gauche, etc.) se retrouvaient dans une marche « unitaire » non violente, encadrée par un service d'ordre. En simultanément ou en différé, d'autres groupes militants – parfois rejoints par des membres

---

22. Pour une description des événements, cf. Milsten (C.), « Something Did Start in Quebec City. North America's Revolutionary Anticapitalist Movement », Yuen (E.), Burton-Rose (D.), Katsiaficas (G.), eds, *Confronting Capitalism. Dispatches From a Global Movement*, New York, Soft Skull Press, 2004, p. 126-133. Dans les mois et les années qui ont suivi les manifestations de la CLAC-CASA contre le Sommet des Amériques, une série de convergences anticapitalistes (en anglais : *Anti-Capitalist Convergence* [ACC]) sont apparues à New York, Washington, Chicago, Seattle, Calgary et ailleurs, qui reprenaient les principes de la CLAC – copiés de son site internet -, dont le « respect de la diversité des tactiques ». Le CASA s'est dissout en août 2001.

d'organisations sociaux-démocrates – menaient des actions de confrontation, avec recours à la force ou non. La CLAC croit que cette diversité tactique qui se constatait dans les faits devait être facilitée par une mobilisation, une organisation et un discours adéquats.

L'idée du « respect de la diversité des tactiques » a aussi été inspirée par l'expérience historique particulière du militantisme à Montréal. Plusieurs membres de la CLAC avaient milité à la fin des années 1990 dans Salami, une organisation née pour dénoncer l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) et pratiquant la désobéissance civile non violente avec arrestations de masse volontaires. Au cours des ans, les dirigeants de Salami avaient adopté une approche de plus en plus autoritaire à l'interne et « moralisante » [F7] à l'égard de la « non-violence », critiquant à plusieurs reprises publiquement les « casseurs » d'autres organisations militantes. Le 15 mars 2000, une manifestation organisée par le Collectif opposé à la brutalité policière (COBP) à Montréal s'était terminée par l'arrestation de plus de cent personnes, des accrochages avec les policiers et des attaques contre un McDonald's et des banques. Les dirigeants de Salami, mais aussi du Mouvement action justice (MAJ), avaient alors pris la parole publiquement pour condamner une fois de plus les « casseurs » et faire porter le blâme à COBP et aux manifestant-e-s. Cette approche dogmatique et polémique de la non-violence et la structure de l'organisation de plus en plus autoritaire ont provoqué la défection de plusieurs militant-e-s qui rejoindront la CLAC ou d'autres groupes militants et y favoriseront le respect de la diversité des tactiques.

Au final, plusieurs participant-e-s aux Black Blocs s'accommodent bien du respect de la diversité des tactiques et d'un pluralisme des formes d'actions collectives dans les manifestations. Un participant à divers groupes d'affinité au sein de Black Blocs dira en entrevue : « Je n'ai jamais obligé quelqu'un à lancer quelque chose, je suis pour la *diversité des tactiques* et il y a des membres de Black Blocs qui ne veulent pas avoir recours à la force et qui se regroupent, par exemple, au sein des groupes d'affinité d'infirmiers volontaires » [BB1 (je souligne)]. Le respect de la diversité des tactiques relève donc en principe d'un idéal d'autonomie s'articulant autour d'une définition radicale des principes de liberté et d'égalité. C'est ainsi qu'une militante ayant participé à plusieurs groupes d'affinité sans jamais avoir recours à la force considère « que le *respect de la diversité des tactiques* est essentiel. Chacun doit faire ce qu'il sent qui est juste. (...) Quant à la violence [...] [j]e suis tout à fait consciente de ne pas avoir toutes les réponses au sujet du débat violence/non-violence, et je ne vais donc pas empêcher des gens de faire ce qu'ils veulent faire : je ne veux pas de ce genre de pouvoir » [GA7 (je souligne)]. Le principe du respect de la diversité des tactiques évoque donc la maxime de George Orwell : « Ce n'est pas entre violence et non-violence que passe la grande différence, mais entre avoir ou ne pas avoir le goût du

pouvoir<sup>23</sup> ». En dépit d'un discours saturé de références à l'égalité et à la participation citoyenne, bien rares toutefois sont les organisations altermondialistes qui respectent la diversité des tactiques et se réjouissent d'un tel pluralisme militant.

*Soif de violence ou soif de pouvoir ?*

Il convient maintenant d'analyser la dynamique manifestante dans son rapport politique avec les « autres », soit les « dirigeants » du mouvement altermondialiste, les autorités politiques et l'« opinion publique ». L'enjeu ici est de taille : qui dirige et représente le mouvement et qui parle en son nom ? Les propos de Susan George, vice-présidente d'ATTAC, révèlent explicitement et de façon exemplaire une attitude qui consiste à discréditer les Black Blocs et leurs alliés pour faciliter une instrumentalisation d'un vaste mouvement à titre de « dirigeante » ou de « représentante » autoproclamée. Susan George propose ainsi de discuter de la violence militante d'un point de vue politique et « [e]n dehors de toute question morale<sup>24</sup> », disant condamner « cette violence pour des raisons politiques, pratiques et tactiques<sup>25</sup> ». Elle est contre le bris de vitres lors de manifestations ou la confrontation avec les policiers, parce que « la violence détourne les médias, donc l'opinion, du message que portent 99 % des participants du mouvement<sup>26</sup> ». Mentionnant l'exemple du Sommet de l'Union européenne à Göteborg, en juin 2001, S. George se désole que les actions de rue aient privé d'attention publique un débat télévisé auquel participaient des politiciens européens et sept représentants du mouvement, dont... elle-même ! Fabien Lefrançois, du groupe français Agir ici, admet pour sa part que « les actions violentes du Black Bloc nous ont servi à un moment donné. [...] Mais elles risquent de nous desservir à terme<sup>27</sup> » (je souligne). Ces déclarations renvoient à la question de l'efficacité et à la représentativité des mouvements sociaux en général et des formes d'action collective en particulier.

La sociologie n'offre malheureusement pas de réponse précise quant à la question de l'« efficacité » des mouvements sociaux, de leurs manifestations et des tactiques violentes et non violentes. Les analyses à ce sujet sont rares

---

23. Orwell (G.), *Dans le ventre de la baleine et autres essais*, cité par C. Barette, *La pratique de la violence politique par l'émeute*, op. cit.

24. George (S.), Wolf (M.), *La mondialisation libérale*, Paris, Bernard Grasset-Les Echos, 2002, p. 166.

25. George (S.), *Un autre monde est possible si...*, Paris, Fayard, 2004, p. 255.

26. *Ibid.*, p. 262.

27. Cité par Losson (C.) et Quirio (P.), *Génération Seattle. Les rebelles de la mondialisation*, Paris, Grasset, 2002, p. 156 (je souligne).

et leurs résultats ne concordent pas<sup>28</sup>. Dans tous les cas, l'« efficacité » d'une action militante ou d'un mouvement social doit toujours être qualifiée. Parle-t-on de capacité de mobilisation ? De désir de se faire voir par les médias ? De créer un rapport de force face à des « ennemis » ? D'entraîner des « alliés » ou de s'imposer à eux ? D'offrir un exemple à des populations que l'on prétend représenter ? De se voir attribuer des ressources tirées des fonds publics ? D'influencer le jeu électoral ? L'« efficacité » d'un mouvement social ou d'une manifestation doit, de plus, tenir compte de l'hétérogénéité des acteurs. Elle sera sans doute définie différemment par un nouvel adhérent au mouvement, une militante d'expérience, un militant caressant une carrière politique dans un parti, une militante affublée par son organisation d'un titre officiel (« présidente », « trésorière », porte-parole média, etc.), etc. Les universitaires et les « dirigeant-e-s » des mouvements sociaux ont toutefois tendance à penser l'efficacité en termes de gains systémiques, soit un avantage électoral et/ou une plus grande représentation au sein des institutions officielles et/ou une part plus importante dans l'allocation des ressources collectives<sup>29</sup>. Bien sûr, les dirigeant-e-s du mouvement peuvent être convaincus sincèrement qu'ils sont les plus aptes à comprendre les enjeux économiques et politiques de la « mondialisation », à représenter le mouvement et à promouvoir et obtenir des réformes qui rendraient le système économique et politique plus égalitaire, plus démocratique et plus juste. Mais c'est précisément parce qu'ils définissent l'efficacité du mouvement altermondialiste en termes de sa capacité éventuelle à permettre aux « représentant-e-s » du mouvement de participer aux processus de prise de décision officiels au sein des institutions gérant la mondialisation économique que les dirigeant-e-s d'organisations sont moins enclins à respecter la diversité des tactiques. Cette attitude n'est pas propre aux « représentant-e-s » du mouvement altermondialiste : des sociologues<sup>30</sup> ont indiqué que des structures sociales et politiques inspirent chez des acteurs politiques contestataires un fort désir de paraître respectables aux yeux de l'Etat pour obtenir puis sécuriser un ensemble de ressources financières, institutionnelles, organisationnelles, médiatiques, voire personnelles (avancement de carrière militante et « gloire » médiatique). L'Etat met d'ailleurs en place tout un appareil normalisateur et encadre le champ politique officiel à l'aide de politiques gouvernementales,

---

28. Pour une synthèse récente de l'état partiel des connaissances, cf. Barkan (S. E.), Snowden (L. L.), *Collective Violence*, Boston, Allyn and Bacon, 2001 ; Giugni (M.), « Was it Worth the Effort? The Outcomes and Consequences of Social Movements », *Annual Review of Sociology*, vol. 24, 1998.

29. Pour une conclusion qui relève de cette sensibilité analytique et politique, cf. la section « Un impact politique limité », dans Pleyers (G.) « Des *black blocks* aux alter-activistes », art. cité, p. 130.

30. Cf. McAdam (D.), Tarrow (S.), Tilly (C.), *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 146 et 147 et Piven (F. F.), Cloward (R. A.), *Poor People's Movements. Why They Succeed, How They Fail*, New York, Vintage Books, 1979.



de canaux de communications officiels, de subventions et de critères d'exclusion. La survie financière et/ou politique des porte-parole de diverses institutions dépend souvent des subventions gouvernementales, tout autant que le succès éventuel de leurs actions. Dans le cas spécifique du mouvement altermondialiste, les Sommets des peuples et Forums sociaux sont en partie financés par les Etats, les ONG reçoivent des subventions des Etats, des représentant-e-s d'ONG sont invités à des discussions informelles au Sommet du G8, à des débats au Forum économique mondial de Davos et certain-e-s sont même recrutés par la Banque mondiale. L'élite politique officielle exprime par ailleurs publiquement son désir de voir les dirigeant-e-s du mouvement discipliner les manifestant-e-s et se démarquer publiquement des « casseurs ». « Je veux entendre les responsables de tous les mouvements et partis démocratiques, partout dans le monde, prendre leurs distances avec les casseurs », exige ainsi le Premier ministre belge et président de l'Union européenne, Guy Verhofstadt, suite aux troubles en marge du Sommet du G8 à Gênes en juillet 2001<sup>31</sup>. Aucune surprise, donc, à ce que Juan Tortosa, coordinateur du Forum social lémanique en marge du G8 à Evian en juin 2003, trace une frontière claire entre le mouvement altermondialiste et les « casseurs », lorsqu'il déclare : « Nous condamnons fermement ce type d'actions violentes *totale-ment étrangères* au mouvement altermondialiste<sup>32</sup> » (je souligne). Dans le même esprit, Christophe Aguiton, « responsable relations internationales » d'ATTAC et pourtant plus radical que Susan George, dénonce la violence des policiers à Gênes, mais affirme du même souffle que le Forum social « a été *légitimé*, en Italie et bien au-delà, *par sa capacité à se démarquer des violences* commises par certains groupes de manifestants<sup>33</sup> » (je souligne).

Cette dynamique impulsée par les autorités politiques officielles s'inscrit dans une logique politique propre aux divers mouvements sociaux qui se sont peu à peu institutionnalisés au XX<sup>e</sup> siècle en Occident et elle a des répercussions importantes dans la rue. Une routine entre élites militantes, élites politiques officielles et policiers s'est en effet installée, comprenant des demandes de permis de manifester, des négociations au sujet des lieux de départ et d'arrivée et des trajets, ainsi que de l'organisation d'un service d'ordre qui permet aux organisateurs de discipliner *leurs* troupes, les policiers n'intervenant – en principe – que si ce service d'ordre est débordé. Le politiste Olivier Fillieule parle d'un « esprit de connivence » entre organisateurs et policiers et la politiste Isabelle Sommier note que « les

---

31. Spillmann (C.), « Gênes. Violences, discorde, les dirigeants du G8 n'ont pas de quoi pavoiser », AFP, 22 juillet 2001.

32. Budry (E.), « Choc et stratégie – Les altermondialistes refusent le piège des groupuscules violents », *Tribune de Genève*, 2 juin 2003. A noter que le titre du journal implique que les « casseurs » sont étrangers au mouvement...

33. Aguiton (C.), « Quelques éléments pour la discussion après Gênes », *Gênes 19-20-21 juillet 2001. Multitudes en marche contre l'Empire*, Paris, Editions Reflex, 2002, p. 265 (je souligne).

exigences de l'ordre *interne* du défilé » organisé par de grandes institutions militantes correspondent maintenant aux « exigences de l'ordre *public* », puisqu'ils sont « menacés l'un et l'autre par les "éléments perturbateurs", "incontrôlés" ou autres "casseurs"<sup>34</sup> ». Une telle convergence d'intérêts est à l'œuvre dans toutes les grandes mobilisations, de Seattle à Evian en passant par Washington, Québec et Gênes. A chaque fois, une manifestation légale, autorisée et non violente, cherche non seulement à éviter tout affrontement, mais s'interdit d'approcher de l'objet de la contestation – le centre des congrès où avait lieu le sommet officiel, par exemple, ou la clôture de sécurité. En simultanée ou en différé, d'autres manifestations ont lieu qui ne sont pas autorisées par les autorités officielles ni négociées avec elles, et qui se permettent de contester en transgressant la loi.

Les mobilisations contre le Sommet des Amériques, en avril 2001 à Québec, sont un cas d'école. Québec est une ville à deux niveaux, divisée entre la haute et la basse ville. Le trajet de la « Marche des peuples » avait été négocié avec les autorités. Il avait été décidé qu'elle se cantonnerait à la basse ville, alors que le Sommet officiel était logé dans la haute ville. Ceux et celles qui ont participé à la Marche des peuples ont tourné le dos au Sommet et à la haute ville – alors entourée d'un nuage de gaz lacrymogène bien visible du lieu de départ de la Marche des peuples – et se sont dirigés en direction opposée, pour s'arrêter à plusieurs kilomètres du Sommet, dans un terrain vague. Le syndicat de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) assurait le service d'ordre qui avait pour mandat d'expulser toute personne pouvant être susceptible de troubler la manifestation (les jeunes vêtus de noir, cagoulés, et munis de bâtons). Simultanément, dans la haute ville, plusieurs organisations radicales dont la CLAC et une multitude de groupes d'affinité et d'individus – dont certains syndiqués, par exemple, qui avaient déserté la Marche des peuples – tentaient de renverser la clôture du périmètre de sécurité et affrontaient les policiers. Plutôt que d'admettre que le mouvement altermondialiste est hétérogène et polysémique et que les Black Blocs et leurs alliés participent à leur manière à ce mouvement des mouvements, l'élite du mouvement altermondialiste a publiquement condamné les « casseurs », réaffirmant par effet de distanciation leur respect du cadre légal et officiel. Françoise David, porte-parole du Sommet des peuples – subventionné par les gouvernements du Canada et celui du Québec – dira ainsi « non à cette violence » orchestrée selon elle par « un très

---

34. Fillieule (O.), *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences po, 1997, p. 273 ; Sommier (I.), « Paradoxes de la contestation. La contribution des services d'ordre syndicaux à la pacification des conflits sociaux », Actes du II<sup>e</sup> congrès mondial de l'ASEVICO, *Violence et coexistence humaine*, vol. IV, Montréal, Montmorency, 1995, p. 333. Cf. également Cardon (D.), Heurtin (J.-P.), « "Tenir les rangs". Les services d'encadrement des manifestations ouvrières (1909-1936) », Favre (P.), dir., *La manifestation*, Paris, Presses de Sciences po, 1990.

petit groupe<sup>35</sup> ». En conclusion de quatre jours de manifestations, dont deux d'affrontements entre manifestant-e-s et policiers, les plus hautes autorités du pays exprimèrent leur jugement, légitimant les uns et condamnant les autres. « J'en profite pour remercier la FTQ, qui avait ses propres gardes de sécurité », a ainsi déclaré le Premier ministre canadien Jean Chrétien<sup>36</sup>.

Les « dirigeant-e-s » du mouvement altermondialiste en Occident tirent donc avantage à procéder en simultanément à une mise à distance très explicite des éléments « violents » et à une tentative revendiquée de contrôle du mouvement. Ainsi, José Bové, membre de la Confédération paysanne et sans doute le porte-parole le plus célèbre du mouvement altermondialiste, dénonce à l'occasion d'une entrevue à la chaîne France 2 « les tentatives de déstabilisation par un certain nombre de groupes *incontrôlés* » des manifestations contre le Sommet du G8 à Gênes (je souligne). Susan George déclare pour sa part qu'il faut « *imposer* totalement la non-violence dans nos rangs » pour obtenir un « militantisme *discipliné*<sup>37</sup> » (je souligne). Pour ceux et celles qui se présentent comme les dirigeant-e-s de ce mouvement, l'enjeu est bien de contrôler la base et de la rendre homogène, quitte à pratiquer le dénigrement et l'exclusion. Au sujet plus spécifiquement des Black Blocs, Susan George dit qu'il s'agit d'« une poignée d'individus qui, effectivement, ne proposent rien du tout<sup>38</sup> » et elle indique, en parlant des manifestations contre le G8 à Evian, que les « casseurs » participaient à une « sous-culture minoritaire [...] les "cuir noir *heavy metal spike hair*" crasseux de Zurich, dont l'unique but dans la vie est apparemment de casser. Seul un psychologue ou anthropologue qualifié pourrait dire si le politique leur inspire le moindre intérêt<sup>39</sup> ». Présentés publiquement comme le résultat d'une déviance culturelle doublée d'une pathologie psychologique, les Black Blocs et leurs alliés sont des repoussoirs pour des dirigeant-e-s d'organisations qui cherchent à les neutraliser ou à tout le moins à s'en dissocier pour donner

---

35. Propos prononcés en conférence de presse et reproduits dans le documentaire radiophonique d'A. Chénier et F. Emond, « La répression atteint un sommet à Québec », radio CIBL (Montréal), 23 avril 2001, ainsi que dans le film *Zones grises* de D. Nadeau et N. Bélanger, Québec, productions Hoboygays et Paysdenvie, 2002.

36. Cité dans *Le Journal de Montréal*, 22 avril 2001. L. Moutinot, président du Conseil d'Etat de Genève, au sujet de la grande manifestation contre le G8, en juin 2003, dira dans le même esprit : « Pour ce qui est de la manifestation elle-même, il est difficile de reprocher quelque chose aux organisateurs [...]. Ils ont tenu les accords que nous avons convenus avec eux. Mais ils ont été confrontés à des gens qui utilisent ce type d'événements à leurs propres fins. C'est un phénomène similaire à celui des hooligans » (cité par Budry (E.), « Les altermondialistes refusent le piège des groupuscules violents », *Tribune de Genève*, 2 juin 2003, p. 3).

37. George (S.), *Un autre monde est possible si...*, op. cit., p. 270.

38. *Ibid.*, p. 262.

39. *Ibid.*, p. 263. Des propos qui font écho à un rapport de la police suisse, où l'on s'inquiète d'« une folie destructrice, apparemment sans raison » et « des actes de vandalisme, sans aucune motivation politique ou idéologique ». Office fédéral de la police, Département fédéral de Justice et Police, Service d'analyse et de prévention, « Le potentiel de violence résidant dans le mouvement antimondialisation », Berne, juillet 2001 (merci à O. Fillieule pour cette référence).

une image homogène, respectable et calme du mouvement qu'ils veulent représenter. Un discours si critique et méprisant envers les Black Blocs et leurs alliés facilite – en la légitimant implicitement ou explicitement – la répression et la criminalisation des « casseurs<sup>40</sup> ». La convergence d'intérêts entre l'élite politique, l'élite du mouvement social et les policiers pousse certains militants à se transformer en auxiliaires de la police, d'où les services d'ordre des syndicats à Seattle, Québec, Annemasse et ailleurs. Le cas de Lori Wallach, lobbyiste américaine et directrice de Global Trade Watch, est à ce titre exemplaire. Elle explique en entrevue que la veille des actions directes du 30 novembre à Seattle, des « anarchistes » ont voulu fracasser des vitrines lors d'un événement où José Bové distribuait du Roquefort devant un McDonald's. « Nous avons avec nous des travailleurs de l'acier et des dockers au gabarit impressionnant, trois à quatre fois plus larges que les jeunes. Nous leur avons demandé de s'emparer d'un anarchiste que nous avons emmené aux policiers, un syndiqué des *teamsters* l'encadrant de chaque côté. Nous avons dit aux policiers que ce garçon venait de briser une vitre et qu'il n'était pas avec nous. "Nous détestons l'OMC, tout comme lui, mais nous ne brisons pas des choses. Arrêtez-le, s'il vous plaît". » La militante se désole toutefois que « les policiers n'ont pas voulu arrêter qui que ce soit<sup>41</sup> » ce jour-là, ce qui aurait pourtant pu éviter selon elle les débordements du lendemain<sup>42</sup>.

Les partisan-e-s des Black Blocs s'inscrivent dans une logique politique tout autre. Ils n'ont pas comme objectif de placer leurs porte-parole dans les médias ou aux tables de négociations des sommets officiels<sup>43</sup>. Ils ne considèrent pas les politiciens ou les policiers comme des partenaires avec qui il faudrait cogérer la contestation, ni la loi comme un marqueur de légitimité politique et morale. Un sommet officiel offre une occasion privilégiée pour se faire voir et entendre et créer des alliances, mais l'engagement politique et social le plus important doit se déployer dans les communautés locales, ou sur des fronts de lutte comme l'antiracisme, l'écologisme, le logement ou la culture. Dans tous les cas, la politique doit être participative et délibérative. Deux conceptions de la démocratie s'affrontent au sein du mouvement. La conception de la démocratie

40. Frank (J. A.), « La dynamique des manifestations violentes », *Revue canadienne de science politique*, 17 (2), 1984.

41. Noim (M.), « Lori's War », *Foreign Policy*, printemps 2000, p. 28.

42. Et le lendemain, précisément, c'est au tour de Medea Benjamin, dirigeante de l'organisation Global Exchange, basée à San Francisco, et qui milite contre les *sweatshops* qui fournissent Nike, de s'interposer pour protéger les vitrines de Nike, McDonald's et Gap. Face aux « casseurs », elle dira avoir alors pensé : « Où sont les policiers ? Ces anarchistes devraient avoir été arrêtés » (Egan (T.), « Talks and Turmoil. The Violence », *The New York Times*, 2 décembre 1999).

43. Des participant-e-s à un Black Bloc déclarent : « Nous ne cherchons pas à trouver une place au sein des discussions entre les maîtres du monde, nous voulons qu'il n'y ait plus de maîtres du monde » (cf. le communiqué « Pourquoi nous étions à Gênes », dans Dupuis-Déri (F.), dir., *Les Black Blocs*, op. cit., p. 178).

représentative est défendue par des « représentants » autoproclamés du mouvement. Or, pour représenter une communauté – que ce soit une nation ou un mouvement social –, il convient de dire que cette unité politique est homogène et qu'elle peut s'exprimer d'une seule voix (celle de son représentant). Parlant spécifiquement de la « diversité des tactiques », Susan George affirme ainsi que cette approche ne peut fonctionner parce qu'« il n'y aura aucune unité dans la manifestation et aucun message clair à transmettre au monde extérieur<sup>44</sup> » (je souligne). S. George laisse ici entendre qu'elle peut parler au nom de l'ensemble du mouvement, duquel elle a exclu les déviant-e-s. Les « représentant-e-s » comme Susan George démontrent par de tels propos qu'ils ne peuvent ni ne veulent représenter sur la scène publique les Black Blocs et leurs alliés, qui n'ont du coup plus aucune raison de leur accorder leur confiance. Cette confiance, les participant-e-s aux Black Blocs n'étaient de toute façon pas prêts à leur accorder puisqu'ils entretiennent une autre vision de la démocratie, qui ne peut être, selon eux, légitime que sous sa forme directe.

Plusieurs théoriciens<sup>45</sup> et politiciens ont souligné depuis plus de deux cents ans la nature fictive – voire mensongère – de la représentation de la souveraineté populaire. Maximilien Robespierre affirmait que « c'est seulement par *fiction* que la loi est l'expression de la volonté générale<sup>46</sup> » (je souligne). Benjamin Constant précisait quant à lui que lorsque l'individu moderne exerce sa souveraineté, « ce n'est jamais que pour l'abdiquer<sup>47</sup> » car « l'exercice de la souveraineté [...] par la représentation » est « fictive<sup>48</sup> ». Pierre Paul Royer-Collard parlait pour sa part de la « doctrine *magique* de la représentation<sup>49</sup> » (je souligne). Du côté des anarchistes, Murray Bookchin, après Elisée Reclus et Proudhon, affirme que « le slogan "Pouvoir au peuple" peut seulement être mis en pratique lorsque le pouvoir exercé par les élites sociales se dissout dans le peuple. [...] Si "pouvoir du peuple"

---

44. George (S.), *Un autre monde est possible si...*, op. cit., p. 267.

45. Au sujet de la tension inhérente entre la démocratie politique et le mythe de la représentation de la souveraineté et de la volonté du peuple, cf. Dupuis-Déri (F.), « L'esprit antidémocratique des fondateurs de la "démocratie" moderne », *Agone*, 22, 1999. C. Castoriadis précise : « Il y a plusieurs justifications empiriques de l'idée de démocratie représentative chez les Modernes, mais nulle part chez les philosophes politiques ou prétendus tels une tentative de fonder en raison la démocratie représentative. Il y a une métaphysique de la représentation politique qui détermine tout, sans jamais être dite ou explicitée. [...] On se borne à dire que, dans les conditions modernes, la démocratie directe est impossible, donc qu'il faut une démocratie représentative » (*La montée de l'insignifiance. Les carrefours du labyrinthe*, IV, Paris, Le Seuil, 1996, p. 164-165).

46. Cité par Jaume (L.), *Le discours jacobin et la démocratie*, Paris, Fayard, 1989, p. 82.

47. Constant (B.), « De la liberté des anciens comparée à celle des modernes », dans Colas (D.), dir., *La pensée politique*, Paris, Larousse, 1992, p. 419.

48. Constant (B.), *De l'esprit de conquête et de l'usurpation*, Paris, GF-Flammarion, 1986, p. 166.

49. Royer-Collard (P.-P.), « Pour l'hérédité de la pairie », in Manent (P.), dir., *Les Libéraux*, vol. II, Paris, Hachette, 1986, p. 123.

signifie rien de plus que "pouvoir pour les leaders du peuple", alors le peuple reste une masse indifférenciée et manipulable<sup>50</sup> ». C'est le baron Pierre Victor Malouet, un monarchiste de la période révolutionnaire, qui a identifié le plus clairement – dans un discours à l'Assemblée constituante en 1791 – la tension inhérente qui habite l'idée de « représentation » de la souveraineté, selon lui dangereuse car « il est difficile de tenir dans la condition de sujet celui auquel vous ne cessez de dire : *tu es souverain*<sup>51</sup> ». L'idéologie de la démocratie « représentative » porte donc en soi un paradoxe qui permet de justifier la démocratie directe : les représentants affirment que la communauté (nation, classe, mouvement social) est souveraine et du même souffle prétendent représenter sa volonté et ses intérêts. Mais la réalité sociale et politique est nécessairement hétérogène et complexe et des membres de cette communauté une fois assemblée réalisent qu'ils peuvent se passer de représentants puisqu'ils ont la capacité de délibérer et d'agir collectivement. Le danger appréhendé par le réactionnaire Malouet s'est incarné dès l'époque de la Révolution dans la mouvance radicale des *enragés*, dont l'un des membres les plus influent, Leclerc, déclarait « qu'un peuple représenté n'est pas un peuple libre [...] ; la volonté ne peut se représenter<sup>52</sup> ». A leur manière, les participant-e-s aux Black Blocs participent de cette tradition de la démocratie directe. Ils démontrent au sein de leurs groupes d'affinité que la multitude peut collectivement délibérer et que l'énergie du « souverain » se trouve très souvent à déborder – et à faire éclater – le cadre politique de la représentation dans lequel les dirigeant-e-s tentent de la contenir pour légitimer leur fonction de « représentant-e-s ».

Aux yeux de participant-e-s aux Black Blocs et de leurs alliés, le mouvement est hétérogène – un mouvement des mouvements – et cette multitude ne peut être « représentée » sans qu'il y ait nécessairement simplification par le représentant de la volonté générale elle-même nécessairement hétérogène. Un représentant développe par ailleurs immanquablement des intérêts personnels distincts du « bien commun » de ceux et celles qu'il entend représenter. Les « organisateurs », les « dirigeants » ou les « représentants » capitalisent sur le mouvement altermondialiste pour leur bénéfice personnel (gloire médiatique, réseautage sociopolitique, financement, etc.) et mobilisent la base avant tout pour montrer à leurs interlocuteurs – d'autres « représentants » de la nation ou du capital – qu'ils parlent d'une voix forte. Ayant des intérêts distincts, il n'est que normal que les dirigeant-e-s d'organisation et les membres des Black Blocs ne s'entendent pas sur

---

50. Bookchin (M.), *Post-Scarcity Anarchism*, Berkeley (CA), Ramparts Press, 20, 1971, (ma traduction).

51. Malouet, « Opinion sur l'acte constitutionnel » (8 août 1791), Furet (F.), Halévi (R.), dir., *Orateurs de la Révolution française. Les Constituants*, vol. I, Paris, Gallimard, 1989, p. 503.

52. Dans *L'Ami du peuple*, 21 août 1793, repris par A. Soboul, « Démocratie représentative ou démocratie directe. L'exemple de la démocratie populaire en l'an II », *Raison présente*, 49, 1979, p. 23.

l'efficacité des formes d'actions militantes. Devant cette divergence, les membres des Black Blocs tendent à privilégier le pluralisme et l'autonomie de choix, alors que les dirigeant-e-s cherchent à discipliner leurs manifestant-e-s et à condamner publiquement les actions des Black Blocs. Se sentant trahis, des participant-e-s aux Black Blocs et leurs alliés agissent parfois volontairement pour perturber la prise de parole des « dirigeant-e-s » du mouvement. Un Français qui a participé à plusieurs manifestations, dont celle de Nice en décembre 2000 contre l'Union européenne, explique ainsi :

« Nous étions environ deux cents personnes à dormir dans le sous-sol d'un parking. J'ai vécu l'horreur du clochard qui dort sur un carton, avec le froid qui brûle le dos. J'étais là parce qu'on pouvait discuter de violence. Nous nous étions autoexclus du gymnase, où il y avait des gens comme Susan George et Alain Krivine<sup>53</sup> qui avaient pris la parole. Ç'avait été la première fois que je pensais que l'on pouvait perturber des gens. Alors que d'habitude, ce sont eux – sur le thème des sans-papiers, ou autres – qui nous court-circuitent, qui nous récupèrent, qui se réapproprient les mouvements en envoyant leurs jeunes dans nos assemblées générales, cette fois-là, nous les avons insultés, nous les avons hués. » [V10]

Ce qui est reproché ici aux « représentant-e-s » du mouvement, c'est de nier que le mouvement des mouvements est diversifié et comprend une vague radicale, c'est-à-dire foncièrement anticapitaliste et antiautoritaire, que le discours de ces « représentant-e-s » ne représente pas. Pire, aux yeux des radicaux, ces dirigeant-e-s cherchent à s'arrimer au mouvement populaire et à récupérer son énergie militante pour leur bénéfice personnel ou pour celui de leurs organisations spécifiques.

Selon la conception radicale et directe de la démocratie, un mouvement social est un espace qui peut et doit être organisé de façon telle que chacun puisse participer au processus de prise de décision et s'exprimer, en son nom propre, vers l'intérieur aussi bien que vers l'extérieur de cette collectivité. Des partisan-e-s des Black Blocs et du fonctionnement militant par groupes d'affinité considèrent qu'ils ont les capacités politiques de décider collectivement de leurs choix tactiques, par voie de délibération. Les arguments pour justifier – ou rejeter – le recours à la force peuvent être de l'ordre de la référence historique, de l'expérience militante, ou du témoignage psychopolitique<sup>54</sup>, un individu riche d'une longue expérience

53. Fondateur et dirigeant du parti trotskyste de la Ligue communiste révolutionnaire.

54. Les émotions jouent souvent un rôle important lors d'une manifestation, qu'elle soit violente ou non-violente, et les participant-e-s aux Black Blocs soulignent régulièrement ce ressort émotif. Cela ne signifie pas que leur action soit dénuée de raison économique ou politique : les émotions participent à la pensée humaine et structurent les perceptions et les analyses des militants et des manifestants, influençant leurs choix tactiques et stratégiques. G. Katsiaficas parle de « rationalité émotionnelle » (« The Eros effect », conférence présentée au colloque national de l'American sociological association en 1989, à San Francisco, et disponible sur le site Internet [www.eroseffect.com](http://www.eroseffect.com)). Cf. aussi Jasper (J.), « L'art de la protestation collective », Cefai

militante et ayant participé à des Black Blocs révélant ainsi que « tous ceux et celles que je connais et qui participaient à des Black Blocs sont des militants, souvent de longue date. Ils sont en quelque sorte désillusionnés car ils sont arrivés à la conclusion que les moyens pacifistes sont trop limités et qu'ils font le jeu du pouvoir. Ils décident alors d'utiliser la violence pour ne plus être victimes<sup>55</sup> » [BB2]. Les arguments peuvent aussi relever de l'évaluation tactique et stratégique, de l'analyse politique ou économique, C. Barette notant que le pillage d'un supermarché permet l'apparition d'une « société d'abondance de quelques minutes » qui offre la possibilité d'expérimenter le partage et la joie d'appartenir à une communauté solidaire<sup>56</sup>. Il importe de noter que les Black Blocs et leurs alliés ne se considèrent pas « révolutionnaires » (sauf en de rares exceptions<sup>57</sup>). Leur violence – d'intensité relativement réduite – n'est pas meurtrière : elle est avant tout symbolique et s'inscrit dans une volonté de communication politique. Le recours à la force est identifié comme un moyen « efficace » pour exprimer une dissidence ou une critique, perturber l'image publique d'un événement officiel jugé illégitime et participer à la vieille tradition du droit et du devoir de contestation de l'autorité illégitime et de résistance<sup>58</sup>. Bref, l'action directe permet à l'acteur d'indiquer ici et maintenant le jugement critique qu'il porte à l'égard d'un système immoral. C. Barette note que « tous [les] enquêtés affirment choisir leurs cibles selon la charge symbolique qu'ils leur imputent. Presque tous insistent sur une certaine éthique de leur destruction et ce, autant dans un souci de l'image à donner de l'émeute que de "morale" personnelle, politique et sociale<sup>59</sup> ». Ce processus de justification concorde avec les observations d'historiens et de sociologues qui ont noté que le recours à la force par des manifestant-e-s est généralement motivé par des considérations morales et politiques au sujet des principes de liberté, d'égalité et de justice<sup>60</sup>. Les grands sommets économiques symbolisent

---

(D.), dir., *Les formes de l'action collective*, Paris, Editions de l'EHESS, 2001 ; Braud (P.), *L'émotion en politique*, Paris, Presses de Sciences po, 1996.

55. Même constat chez des militants français (Barette (C.), *La pratique de la violence politique par l'émeute...*, op. cit., p. 93).

56. *Ibid.*, p. 80.

57. Cf. « Pourquoi étions-nous à Gênes ? », Dupuis-Déri (F.), *Les Black Blocs*, op. cit., p. 181 et Dupuis-Déri (F.), « En deuil de révolution ? », *Argument*, 6 (2), 2004 (à paraître en France dans *Réfractations*).

58. Marcuse (H.), *Vers la libération*, Paris, Minuit, p. 91 ; Marcuse (H.), « Le problème de la violence dans l'opposition », in *La fin de l'utopie*, Paris, Le Seuil, 1968, p. 49. Arendt (H.), *Du Mensonge à la violence*, Paris, Calmann-Lévy, 1972 ; Turchetti (M.) *Tyrannie et tyrannicide de l'Antiquité à nos jours*, Paris, PUF, 2001.

59. Barette (C.), *La pratique de la violence politique par l'émeute...*, op. cit., p. 97.

60. Pour une analyse historique dans le contexte français, cf. Dupuy (R.), *La politique du peuple. Racines, permanences et ambiguïtés du populisme*, Paris, Albin Michel, 2002 ; pour les Etats-Unis, cf. Gilje (P. A.), *Rioting in America*, Bloomington (IN), Indiana University Press, 1996.



parfaitement aux yeux des anarchistes l'illégitimité et la violence de l'Etat<sup>61</sup>, ainsi que sa nature autoritaire et hiérarchique et sa collusion avec le capital<sup>62</sup>.

Les participant-e-s aux Black Blocs et leurs alliés insistent à plusieurs reprises pour distinguer la nature illégitime et violente de l'Etat de celle de leurs actions. « Je suis un pacifiste, un non-violent, c'est-à-dire que je rêve d'un monde sans violence », explique un participant aux Black Blocs de Québec, avant d'ajouter : « Mais le monde dans lequel je vis actuellement est violent et non pacifiste, et je considère donc qu'il est légitime pour moi d'utiliser la force pour ne pas laisser le monopole de la violence à l'Etat et parce que la simple désobéissance civile pacifiste ne fait qu'établir un rapport de force de victime. » Il conclut de façon surprenante que si « [l']Etat n'a pas le choix d'utiliser la violence, l'Etat ne nous laisse pas le choix d'utiliser nous aussi la violence contre lui. C'est l'Etat, par ce qu'il est, qui a créé le Black Bloc » [BB2]. Les participant-e-s aux Black Blocs perçoivent donc la force qu'ils utilisent occasionnellement comme étant d'une nature politique et morale qualitativement supérieure<sup>63</sup> à celle de la violence de leurs ennemis en raison de son amplitude (la force des Black Blocs n'a jamais été meurtrière ; contrairement à la violence de l'Etat et du Capital<sup>64</sup>) et des cibles contre lesquelles elle est dirigée (à savoir des symboles d'injustice comme le capitalisme ou l'Etat).

Cette force des Black Blocs serait aussi plus légitime que la violence des policiers ou des militaires, par exemple, parce qu'elle est utilisée par des individus et des groupes égalitaires et autonomes, alors que les employés de l'Etat ne font qu'obéir aux ordres, violentant ou tuant à la demande de leur supérieur hiérarchique. Pour les manifestants interviewés par C. Barette,

---

61. Sur le rapport entre l'anarchisme et la « démocratie » libérale, cf. le dossier « Démocratie, la volonté du peuple ? » de la revue *Réfractations*, 12, 2004.

62. Un interviewé [AD1] précise : « J'ai travaillé ou je travaille encore dans des bars, sur des chantiers, à l'usine. Là, je constate que mes intérêts ne sont pas ceux du patron. Il y a donc une véritable guerre sociale : ce sont toujours mes proches – parents, amis – qui souffrent, toujours les mêmes qui sont les victimes au quotidien, au travail, etc. ». A la question « Pourquoi mener des actions directes contre des symboles du capitalisme ? », il répond : « Des raisons ? Il y en a des millions. Le capitalisme ne produit que des raisons de se révolter contre lui. Toute production capitaliste crée des douleurs [...]. Ce monde te fait vomir, et les horreurs que l'on voit au quotidien justifient une réponse. »

63. Je m'inspire ici d'A. Carter, « Anarchism and violence », *Nomos. Anarchism*, 19, 1978.

64. L'interviewé BB2 précise : « La vraie violence, c'est celle de l'oppression de l'Etat et du capitalisme. Cette oppression est d'ailleurs toujours visible : tous les jours, on passe devant un McDo qui nous rappelle qu'il y a de l'exploitation et certains se font harceler continuellement par les policiers, mais le rapport de force est alors à notre désavantage. Ces situations d'exploitation et d'oppression provoquent des frustrations qui nous poussent à chercher un exutoire que l'on trouve dans la casse ». Cf. aussi : « Pourquoi nous étions à Gênes ? », F. Dupuis-Déri, *Les Black Blocs, op. cit.*, p. 181 et dans le même ouvrage « Communiqué du Black Bloc du 30 novembre par le collectif ACME », p. 168-169.

« l'autonomie d'action et de décision » est « l'exigence première [...] lorsqu'il s'agit de faire de la politique ou encore d'exercer la violence<sup>65</sup> ». L'action des Black Blocs est directe, parce qu'elle est menée par l'acteur lui-même et non par un de ses « représentant-e-s », mais aussi parce que l'objet d'injustice – l'Etat, le Capital ou la « Mondialisation » – s'incarne dans un policier, une vitrine d'un McDonald's ou la clôture de sécurité entourant un sommet et peut être directement ciblé. « C'est la première fois que le pouvoir n'était plus quelque chose au-dessus de moi. Il était là, en face », dira ainsi un manifestant français au sujet d'une émeute politique à laquelle il a participé<sup>66</sup>. L'Etat « démocratique » libéral qui déploie alors sa violence contre cette partie du peuple souverain dévoile ce faisant l'absence de correspondance entre l'abstraction légitimante de la souveraineté représentée et la réalité d'une multitude dotée d'une autonomie de décision et d'action politiques<sup>67</sup>. Pareil dévoilement s'effectue aussi lorsque des « représentant-e-s » d'un mouvement social se dissocient d'une partie du mouvement qu'ils disent représenter.

### *Anarchie sous tension*

Curieusement, à première vue, la diversité des tactiques est respectée par peu d'organisations antiautoritaires ou anarchistes, comme le Direct Action Network (DAN) à Seattle ou la Convergence des luttes antiautoritaire et anticapitaliste contre le G8 (CLAAACG8), en France. Pour les manifestations du 30 novembre 1999, à Seattle, les groupes d'affinité coalisés sous la bannière du DAN avaient publiquement annoncé des actions « non violentes ». Plusieurs participant-e-s ont été choqués de l'action du Black Bloc, considérant que les « casseurs » avaient le devoir de respecter le consensus au sujet de la non-violence et d'attendre le lendemain pour recourir à la force<sup>68</sup>. Les participant-e-s au Black Bloc se sont excusés en affirmant ne pas s'être senti tenus de respecter le consensus atteint au sein du DAN puisqu'ils agissaient de façon autonome hors de cette coalition et dans un autre quartier de la ville. Dans le cas du DAN, la condamnation de la diversité des tactiques est à la fois morale (plusieurs participant-e-s à la coalition étant des adeptes dogmatiques de la non-violence), tactique (plusieurs considérant, à tort, que la violente répression policière a été

65. Barette (C.), *La pratique de la violence politique par l'émeute...*, op. cit., p. 29.

66. *Ibid.*, p. 53.

67. Benjamin (W.), « On the Critique of Violence » [1923], *Reflections*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, 1978, p. 279 et Buck-Morss (S.), *Dreamworld and Catastrophe : The Passing of Mass Utopia in East and West*, Cambridge (MA), MIT Press, 2000, p. 2-10.

68. Pour avoir une bonne idée des débats, cf. Parrish (G.), « Anarchists, Go Home ! », *Seattle Weekly*, 9-15 décembre 1999 (site internet : <http://www.seattleweekly.com>) et le communiqué de membres d'un groupe d'affinité du Black Bloc de Seattle et la réplique par Albert (M.), dans Dupuis-Déri (F.), dir., *Les Black Blocs*, op. cit.

provoquée par l'action des Black Blocs), stratégique (plusieurs considérant, avec raison, que les Black Blocs sont parvenus à attirer de façon disproportionnée à leur nombre l'attention des médias) et politique (plusieurs considérant le DAN comme la communauté politique de référence détenant l'autorité de définir les choix d'action pour la journée du 30 novembre).

Dans le cas de la CLAAACG8, l'explication est plus systémique. Contrairement à la CLAC de Montréal formée d'individus et de groupes d'affinités autonomes, la CLAAACG8 était une organisation parapluie qui regroupait diverses organisations anarchistes françaises et européennes<sup>69</sup>. Elle avait été fondée en amont du sommet du G8 d'Evian pour que ces groupes organisent et participent à la grande marche « unitaire ». L'objectif de la CLAAACG8 était avant tout de supplanter par la grosseur du cortège rouge et noir les autres institutions participant à la marche unitaire (ATTAC, LCR, Verts, etc.). Ce choix politique impliquait un encadrement des manifestants anarchistes par les organisateurs qui ne voulaient permettre une autonomie au sein de *leur* cortège, pensant que des débordements auraient miné leur stratégie médiatique. Tout en se proclamant du bout des lèvres pour la diversité des tactiques, la CLAAACG8 s'était dotée de son propre service d'ordre qui devait empêcher que le cortège rouge et noir serve de point de départ ou de repli – de « porte-avion », avait dit un organisateur – pour ceux et celles voulant mener des actions autonomes. L'identité anarchiste ne conduit donc pas nécessairement au respect de la diversité des tactiques, surtout lorsque des contraintes systémiques de type organisationnel viennent influencer les choix politiques.

Ce choix stratégique de la CLAAACG8 a été dénoncé par plusieurs groupes et individus autonomes (ainsi que certains membres des organisations de la CLAAACG8 s'exprimant en leur nom propre), déçus de constater que des organisations anarchistes calculent le succès de *leur* manifestation en se comparant aux autres organisations politiques et à l'aune des commentaires dans les médias officiels privés ou publics. Au cours de la manifestation elle-même, une poignée d'anarchistes de Strasbourg et d'ailleurs a formé un petit cortège autoproclamé « CLAAAC réfractaire » qui a marché derrière le service d'ordre anarchiste, scandant régulièrement des slogans caustiques à l'égard des « policiers libertaires » ; le Houmos Bloc a diffusé pour sa part au VAAAG un communiqué ironique au sujet de « la manifestation sécurisée en accord avec les flics pour éviter toute action "terroriste" de "casseurs" », se demandant s'il est « nécessaire de négocier l'autogestion des manifestations avec les flics ? » ; et d'autres débats ont eu cours dans les médias alternatifs et anarchistes. Les partisan-e-s de l'approche stratégique

---

69. Alternative libertaire, Confédération nationale du travail, Fédération anarchiste, Federazione anarchisti italiani, Organisation communiste libertaire, Organisation socialiste libertaire, Red libertaria, Réseau No passaran, etc.

de la CLAAACG<sup>8</sup> se sont tout de même félicités d'avoir atteint leur objectif : le cortège rouge et noir comptait environ 5 000 à 6 000 manifestant-e-s, ce qui en faisait un des plus grand cortège anarchiste de l'histoire de France et le cortège le plus important de la marche « unitaire », comme l'ont d'ailleurs souligné des journaux comme *Le Monde*. Même au sein des anarchistes, il n'y a donc pas de consensus lorsqu'il s'agit de définir l'« efficacité » d'une manifestation ; et des considérations ou des justifications liées à l'histoire et à la dynamique d'une l'organisation militante antiautoritaire ou anarchiste peuvent mettre sous tension ses principes d'égalité et de liberté.

### *Autres blocs*

Le mouvement altermondialiste comprend trois autres types de « blocs » pour ceux et celles qui privilégient la confrontation, mais que ne se sentent pas au diapason des Black Blocs. Le « Bloc Blanc », dit « Tute Bianche » (Combinaisons blanches) sont issus des centres sociaux italiens (squats politiques) et sont très proches des Jeunesses communistes, des mouvements de chômeurs et des zapatistes au Chiapas. Tout comme les Black Blocs, leur tenue homogène leur assure l'anonymat. Partisans de la « non-violence », ils se distinguent de l'approche de Gandhi ou de Martin Luther King en adoptant une attitude offensive. Ils se fabriquent des armures artisanales (matelas en caoutchouc mousse, casques, gants, masques, jambières) et ils avancent en se tenant bras dessus bras dessous pour bousculer les lignes des policiers par la force même de leur corps et parfois en lançant des chambres à air. Les Tute Bianche sont entrés en action à Prague, en septembre 2000, mais leur bataille la plus importante a eu lieu à Gênes à l'occasion du sommet du G8 en juillet 2001. Ils sont parvenus à mobiliser environ 15 000 personnes pour leur marche vers la clôture de sécurité, qui ont avancé massées derrière des panneaux protecteurs en plexiglas montés sur roulettes. Parti du stade Carlini, le cortège a très rapidement été attaqué par les policiers avec violence, ce qui a provoqué une dispersion en divers groupes, certains optant pour la fuite, d'autres pour l'affrontement. Des groupes similaires ont été formés en Australie, en Espagne, en Finlande et en Grande-Bretagne.

En plus des Blocs noirs et des Blocs blancs, les Blocs roses, connus sous le nom de « Pink Blocs » ou « Pink and silver blocs » ou « Carnaval blocs », regroupent des militant-e-s qui entendent faire cohabiter en une seule action la politique, l'art et le plaisir et qui se costumant de façon fantaisiste et carnavalesque<sup>70</sup>. Les tâches y sont divisées entre groupes d'affinité : érection de barricades, théâtre de rue et marionnettes géantes, musique des « samba

---

70. Pour plus d'information sur cette forme d'action collective, cf. le site internet, [www.rhythmsofresistance.co.uk](http://www.rhythmsofresistance.co.uk)

bands » et premiers soins. Le Pink Bloc trouve son origine chez *Reclaim the Streets*, un groupe britannique connu pour ses carnivals anticapitalistes, et *Rhythms of Resistance*, une troupe de militant-e-s percussionnistes qui ont adopté une attitude plus mobile et offensive, se portant vers les lignes des policiers. Le Pink Bloc a attiré l'attention une première fois à Prague, en septembre 2000, où il était parvenu à contourner les policiers et à s'approcher si près du centre des congrès qu'il en a forcé l'évacuation, ce qui a mené à l'annulation de la fin de la réunion.

Ces divers blocs, dont les rapports entre eux ne sont pas toujours harmonieux, cultivent chacun à leur manière l'idée du respect de la diversité des tactiques. En marge du Sommet du G8 à Evian, un Pink Bloc d'environ 1 500 personnes a coordonné ses manœuvres et ses actions de blocage à Lausanne (le 1<sup>er</sup> juin 2003) avec celles d'un Black Bloc de 500 personnes<sup>71</sup>. Les frontières entre ces blocs sont poreuses et permettent des expériences hybrides. A Montréal, par exemple, les Panthères roses – un groupe d'affinité *queer* – ont organisé lors de la marche « unitaire » du dimanche 7 mars 2004 célébrant la journée internationale des femmes un « Pink Bloc » qui se situait à la frontière entre le Pink Bloc traditionnel et le Black Bloc. Les militant-e-s s'étaient costumé-e-s de vêtements de couleurs éclatantes et s'étaient coiffé-e-s de cagoules... roses<sup>72</sup>. Des membres du service d'ordre ont tenté de les intimider, mais sans parvenir à les empêcher de tenir un « *kiss-in* » devant l'estrade d'honneur pour révéler la présence *queer* au sein du mouvement des « femmes ».

Enfin, des organisations communistes autoritaires de tendance maoïste ont copié l'organisation des Black Blocs pour mieux structurer leur participation aux manifestations altermondialistes. Le parti communiste révolutionnaire du Canada explique ainsi dans sa revue *Socialisme maintenant !* comment former des « poings rouges » dans les manifestations, sortes de groupes d'affinité constitués de « cinq camarades » qui ont une tâche spécifique : porter une bannière, distribuer des tracts ou des journaux, attaquer des policiers ou des cibles symboliques. Mais l'organisation est ici autoritaire et hiérarchisée. Contrairement aux groupes d'affinité constituant les Black Blocs, « le poing rouge ne décide pas de lui-même quelle sera la tâche à laquelle il va se consacrer<sup>73</sup> ».

L'analyse proposée ici est un encouragement à la réflexion et au débat, mais ne prétend pas tout expliquer des Black Blocs, dont le recours à la force

---

71. Cf. le texte « Lausanne : des Blacks & Pinks témoignent et revendiquent » (site internet : <http://www.paris.indymedia.org>).

72. Ce Pink Bloc d'à peine quelques membres va voler la vedette et faire la « une » de *La Presse* (8 mars 2004).

73. Anonyme, « Les poings rouges. L'organisation des communistes dans les manifestations de rue », *Socialisme maintenant !*, été 2001, p. 15.

soulève de nombreuses questions : encourage-t-il ou non la répression<sup>74</sup> ? Donne-t-il une mauvaise image du mouvement dans les médias<sup>75</sup> ? Exclut-il *de facto* des individus de leurs groupes en particulier et du mouvement en général<sup>76</sup> ? Constitue-t-il une étape anticipant la lutte armée et le « terrorisme<sup>77</sup> » ? De plus, l'image présentée ici des Black Blocs peut donner l'impression qu'ils sont toujours très bien organisés, ce qui n'est bien sûr pas le cas. Certains Black Blocs ne sont pas même structurés en groupes d'affinité, ce qui réduit d'autant la capacité de ses participants à prendre des décisions de façon égalitaire et à agir de façon coordonnée. Malgré ces problématiques complexes, toute une mythologie simpliste s'est développée autour de l'image des Black Blocs qui peut entraîner des choix militants malheureux. L'enthousiasme au sujet des Black Blocs a ainsi poussé certains militant-e-s à former un Black Bloc au sein de manifestations de taille très réduite. La police a alors pu les interpeller avant même le début de la manifestation (même s'ils

---

74. A Seattle, la violence policière a débuté plusieurs heures avant l'entrée en scène des Black Blocs et elle était dirigée contre les manifestant-e-s pratiquant la désobéissance civile non violente.

75. Les rapports entre les mouvements sociaux et les médias ont été le sujet de plusieurs études en sciences sociales qui laissent penser que les manifestant-e-s ayant recours à la force obtiennent une couverture médiatique relativement plus importante que les manifestant-e-s non violent-e-s, mais il n'y a toutefois pas de consensus au sujet des retombées qualitatives de l'utilisation de la force (Cluttbuck (R.), *The Media and Political Violence*, Londres, MacMillan Press, 1983 [2<sup>e</sup> éd.] ; Hocke (P.), « Determining the Selection Biases in Local and National Newspaper Reports on Protests Events », in Rucht (D.), Koopmans (R.), Neidhardt (F.), dir., *Acts of Dissent*, Lanham (MD), Rowman & Littlefield, 1998 ; Hug (S.), Wisler (D.), « Correcting for the Selection Bias in Social Movement Research », *Mobilization*, 3 (2), 1998 ; Molotch (H.), « Media and Movements », in Zald (M. N.), McCarthy (J. D.), eds, *The Dynamics of Social Movement*, Cambridge (MA), Winthrop Publisher, 1979 ; Wolfsfeld (G.), « Media, Protest, and Political Violence. A Transactional Analysis », *Journalism Monographs*, 127, 1991). Ici encore, la notion d'« efficacité » médiatique d'un mouvement social et de ses actions doit être précisée. Les Black Blocs et leurs alliés ont par ailleurs su s'attirer certaines sympathies, même aux yeux de certains membres de la classe moyenne (au sujet des réactions enthousiastes et de fierté de leur famille et de leurs collègues au retour de Seattle d'un groupe de syndiqués ayant participé aux combats de rue, cf. Cockburn (A.), St-Clair (J.), Sekula (A.), *5 Days that Shook the World: Seattle and Beyond*, Londres, Verso, 2000, p. 69). Pour un survol des débats au sujet de la « violence » qui ont eu lieu au sein du Forum social, cf. Mendicino (F.), « Le recours à la violence "acceptable" divise les altermondialistes. De jeunes militants de gauche et de droite critiquent les incidents survenus en marge du G8 », *Tribune de Genève*, 23 juin 2003.

76. Des militantes féministes accusent les Black Blocs d'être peu accueillants pour les femmes. Certains Black Blocs comptent toutefois des groupes d'affinité composés uniquement de femmes. Au sujet de la violence militante et du machisme, cf. Morgan (R.), *The Demon Lover. The Roots of Terrorism*, Paperback, Washington Square Press, 1989 et Quinby (L.), « Taking the Millennialist Pulse of Empire's Multitude. A Genealogical Feminist Diagnosis », in Passavant (P. A.), Dean (J.), eds, *Empire's New Clothes. Reading Hardt and Negri*, Londres, Routledge, 2004.

77. Ma connaissance du phénomène Black Bloc me laisse croire qu'il est très peu probable qu'il débouche sur l'option terroriste. Pour l'opinion inverse, cf. Albert (M.), « Saccager ou construire un mouvement », Dupuis-Déri (F.), dir., *Les Black Blocs...*, *op. cit.*, et « Black Bloc. De l'altermondialisme au terreau d'un futur terrorisme ? », sur le site internet : [www.terrorisme.net](http://www.terrorisme.net), 8 mai 2003.

n'avaient commis aucune infraction à la loi), le rapport de force ne leur permettant pas de se défendre efficacement<sup>78</sup>. De plus, l'histoire politique avance rapidement. La tactique du Black Bloc en a étonné plus d'un à Seattle en 1999, mais elle est maintenant anticipée par les policiers, qui ont même utilisé l'esthétique des Black Blocs pour infiltrer et manipuler certaines manifestations. A Genève, en juin 2003, en marge des manifestations contre le Sommet du G8 à Evian, une quinzaine de policiers ont ainsi déjoué la surveillance des militant-e-s en se déguisant en Black Bloc pour pénétrer dans le squat « l'usine » où se trouvait le centre de convergence et des médias alternatifs, et ils ont procédé à de violentes arrestations. « Le Black Bloc est mort », ont lancé des anarchistes<sup>79</sup> pour indiquer que cette tactique n'est plus adaptée au contexte politique et au rapport de forces d'après la Bataille de Gênes et d'après les attaques du 11 septembre 2001 contre les Etats-Unis. La stratégie de déroboade adoptée par les élites après la sanglante Bataille de Gênes, et qui consiste à tenir les Sommets dans des lieux inaccessibles aux manifestant-e-s, brouille aussi le sens des tactiques d'affrontement direct et réduit les capacités de mobilisation militante.

Au-delà de la question insoluble de l'efficacité, des manifestant-e-s ayant recours à la force ainsi que plusieurs de leurs alliés précisent qu'il faut penser l'action directe dans une perspective d'éthique politique, en cherchant à favoriser les valeurs d'égalité et de liberté. Lors de leurs délibérations, amilitantes et amilitants devraient aussi tenter dans la mesure du possible de tenir compte du contexte et de la capacité de mobilisation des coalitions militantes, de la symbolique des cibles, de la sensibilité des autres manifestants, des forces policières, etc. Evidemment, même quand les membres d'un Black Blocs s'offrent un cadre organisationnel pour pouvoir délibérer, il est possible qu'ils prennent de mauvaises décisions. Ce sont au moins leurs décisions.

## Annexe

### *Informations sur les personnes interviewées*

**AD1** : Homme 27 ans. Il a participé à des actions directes à Gênes (Sommet du G8), Bruxelles (Sommet européen), Rome (avec des Kurdes pour protester contre l'arrestation d'Ochalla), à la construction de barricades, à tenir des rues, à tagguer et à lancer des frappes contre des bâtiments (hôtel de luxe, agence intérimaire, supermarché). Entretien réalisé à Strasbourg, 23 juin 2003.

78. En ce sens, la tactique du Black Bloc est peut-être moins bien adaptée aux manifestations qu'à la défense d'un lieu précis, comme un squat (objectif pour lequel cette forme d'action était née).

79. CrimethInc., « Black Bloc. A Primer », *Profane Existence*, 43, 2003, p. 10.

**AD3 :** Homme, environ 20 ans, militant antiraciste et antinéo-nazis. Il a participé à un groupe d'affinité contre le Sommet des Amériques à Québec (avril 2001) ayant mené des attaques contre les policiers. Entretien réalisé en mars 2002 à Montréal.

**BB1 :** Homme, une vingtaine d'années. Il a participé aux Black Blocs contre le G20 (novembre 2000, Montréal) et contre le Sommet des Amériques (Québec, avril 2001). Entretien réalisé en septembre 2002, à Montréal.

**BB2 :** Homme, 20 ans, ayant participé à de nombreux groupes d'affinité au sein de plusieurs Black Blocs : contre le G20 à Montréal (novembre 2000), contre le Sommet des Amériques à Québec (avril 2001), et à Porto Alegre, en marge du Forum social mondial (2003). Entretien réalisé à Montréal en octobre 2002.

**BB3 :** Femme, 23 ans. Elle a participé à trois Black Blocs : manifestation contre le G20 (Montréal, novembre 2000) ; manifestation organisée par le Collectif opposé à la brutalité policière (Montréal, 15 mars 2001) ; manifestations contre le Sommet des Amériques (Québec, avril 2001). Entretien réalisé en décembre 2002 à Montréal.

**BB5 :** Femme de 36 ans, ayant participé à des Black Blocs et milité principalement à New York et Toronto. Entretien réalisé par courriel en janvier 2004.

**F7 :** Femme, 23 ans. Elle a milité dans des associations étudiantes et à Salami, puis dans divers groupes anarchistes et/ou féministes : la CLAC, les Sorcières et le comité Rebelles sans frontières. Entretien réalisé à Montréal le 25 avril 2004.

**GA7 :** Femme, 24 ans, vivant à Boston. A participé à un premier groupe d'affinité en 2001, lors d'une occupation de bureaux administratifs à Harvard pour exiger de meilleures conditions de travail pour les concierges. Participation à d'autres groupes lors des manifestations contre le Forum économique mondial à New York (hiver 2002), des manifestations contre la guerre en Irak (à Boston, 2003) et des manifestations anti-G8 en France (juin 2003). Entretien réalisé à Paris en juin 2003.

**V10 :** Homme, 24 ans. Il a mené des actions directes – destruction de propriété et pillage – à Nice (décembre 2000), à Gênes (juillet 2001) et à Annemasse (juin 2003) et il a participé au VAAAG. Entretien réalisé à Paris le 11 décembre 2003.